

Commission : Éducation et Culture
Question : Le contrôle d'Internet
Auteur : Russie

Notre pays défend les bases d'une doctrine de la cyber information. La Russie doit défendre l'Internet russe contre les attaques de ses ennemis. Certaines nations essaient d'utiliser leur position dominante dans cet espace pour servir leurs intérêts économiques et politiques au détriment de la Russie.

En Russie, en dix ans (2001/2011), les moyens de communication (aussi bien les technologies filaires que les réseaux sans fil) ont connu un développement spectaculaire. Ainsi, le nombre d'internautes a été multiplié par 11, jusqu'à atteindre 70 millions, occupant ainsi le premier rang en Europe en 2011. Avec 256 millions d'abonnés en téléphonie mobile, la Russie se situe au premier rang en Europe. De même, notre pays est passé de 285 serveurs en 2001 à 3850 serveurs internet sécurisés (qui utilisent une technologie de cryptage des transactions internet) se plaçant à la 17^{ème} place (sur 44) en Europe.

La Russie, membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies (en 1945, en tant qu'Union des Républiques Socialistes Soviétiques) défend la liberté de l'information et la liberté d'expression. Mais, cette liberté ne doit pas porter atteinte à la sûreté de l'État. Face aux nouveaux dangers, la Russie propose que la législation sur Internet soit étudiée dans le cadre de lois antiterroristes.

Comme l'a déclaré notre président, Vladimir Poutine, « la liberté des médias, le droit de recevoir et de transmettre l'information sont les principes de base d'un Etat et d'une société démocratique et ils doivent être scrupuleusement respectés ». Cependant, la Russie estime que les sites qui propagent le terrorisme, l'extrémisme, la haine de la religion, et de la pornographie infantile ou aident au suicide et à la fabrication de produits illicites doivent être bloqués et poursuivis.

Pour renforcer la lutte contre le terrorisme, les blogs et les pages des réseaux sociaux comptabilisant plus de 3 000 visites par jour seront soumis à des obligations voisines de celles des médias, devront conserver pendant six mois l'historique des activités de leurs utilisateurs, le tenir à la disposition des autorités et seront inscrits sur un registre spécifique par une autorité de surveillance des communications. Les autorités russes contraindront n'importe quelle entreprise web, russe ou étrangère, de stocker l'ensemble des données recueillies sur leurs utilisateurs dans des « data centers » situés en Russie, sous deux ans.

Notre pays estime qu'on doit bloquer - sans décision de justice - les sites Internet appelant à participer à des manifestations non autorisées, qui diffusent des informations mensongères sur les banques ou d'informations négatives sur les vétérans de la Seconde guerre mondiale, les forces armées, et l'autorité de l'Etat.

La Russie est déterminée à protéger l'Internet domestique contre l'imprévisibilité des Occidentaux. Nous considérons que nous devons renforcer notre souveraineté dans la mesure où, dans une société de l'information, les médias influent sur les préférences des citoyens et façonnent l'opinion publique. Selon notre président, « l'Internet mondial est une créature de la **CIA** destinée à asseoir sa domination. » Nous nous trouvons, donc, dans l'obligation de défendre notre réseau WEB dans l'hypothèse où nos adversaires tenteraient de l'attaquer.

Par ailleurs, la Russie lancera sa propre plateforme de smartphones afin d'éviter la surveillance de masse de la part de ses concurrents (NSA, CIA...) et de concurrencer les systèmes d'exploitation iOS et Android.

En développant son propre OS mobile, un système d'exploitation russe à 100%, la Russie aidera fortement son économie et protégera efficacement les données de ses concitoyens.

Yandex, un des leaders de la recherche internet en Russie, estime que l'américain Google abuse de sa position, et l'accuse de pratiques d'anticoncurrentielles notamment sur le marché du mobile.

La Russie se réjouit que dix-sept entreprises européennes aient déjà porté plainte en 2013 auprès de la Commission européenne contre le géant américain, l'accusant d'abus de position dominante. En effet, la firme de Mountain View impose aux constructeurs de téléphones fonctionnant sous Android l'installation de toute une série de ses services ainsi que de faire de Google le moteur de recherche par défaut. Par ailleurs, en avril 2015, la Commission européenne a formulé des griefs à l'encontre de Google, l'accusant également de position dominante.

En effet, la Russie souhaite – comme les pays européens - pouvoir héberger les données des internautes nationaux sur leur sol, plutôt que laisser leur gestion à Google, et les mettre ainsi hors de contrôle des autorités américaines et ses agences gouvernementales, NSA en tête. Or Google se refuse à le faire, au contraire de Microsoft qui permet aux pays européens de choisir le pays où seront hébergées leurs données.

Ainsi l'autorité russe de régulation anti-monopole a affirmé lundi 14 septembre 2015 que Google violait les règles de la concurrence avec son OS Android et devait être sanctionné à hauteur de 15 % de ses revenus réalisés en 2014 sur le marché russe dans le secteur des applications mobiles.

Les autorités russes estiment que Windows 10 collecte illégalement les données des utilisateurs dans leur façon de stocker les informations des utilisateurs, les données de l'agenda, les mots de passe, l'historique du navigateur, les enregistrements vocaux et le partage des messages électroniques ; ceci constitue une infraction à la loi russe en matière de respect de la vie privée.

C'est pourquoi nous préconisons une interdiction d'utiliser Windows 10 par les organisations gouvernementales russes, ainsi qu'un blocus de l'exportation de données liées aux utilisateurs privés via Windows 10.

Le WEB doit être un moteur de développement humain, économique et culturel dans le respect du droit, de l'État, de la libre concurrence, de l'intérêt général, de l'autorité, de la vérité et de la morale. La Russie veillera sur l'application de ces principes sur son territoire.